

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier



- N O T E -

-ooOoo-

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

VJ
BV

O B J E T : Votre entretien avec M.Léotard le lundi 2 mai.
Situation.

1. - Ex-Yougoslavie.

Malgré un calme apparent les incidents se sont multipliés au cours des derniers jours.

A TUZLA, vendredi soir, les chars Léopard du bataillon nordique ont riposté au canon à un tir serbe. Cet incident, qui s'est prolongé toute la nuit, constitue la plus importante riposte terrestre de la Forpronu, par sa durée et par le nombre de coups échangés.

A GORAZDE, une patrouille britannique a répondu à des tirs isolés et tué trois Serbes. Des éléments serbes sont toujours présents dans la zone des 3 km, sur la rive orientale de la Drina.

Dans le secteur de BRCKO des renforts serbes et musulmans continuent de faire mouvement.

Enfin en ADRIATIQUE un incident a opposé dimanche matin des unités serbes et alliées. Les bâtiments serbes avaient été appelés par un pétrolier maltais, prétendument en difficulté (voie d'eau provoquée), pour le remorquer vers la côte. Le commandant du groupe naval allié a contrôlé la situation avec fermeté. Les unités serbes ont regagné la côte et le pétrolier a été visité et détourné. Cet incident montre que les Serbes ont un besoin en carburant et qu'ils ont mis au point une procédure pour violer l'embargo.

Au plan diplomatique le groupe de contact quadripartite poursuit ses contacts en Bosnie mais aucun accord de cessez-le-feu n'est encore en vue.

.../...

2. - RWANDA.

Les combats se poursuivent dans l'ensemble du territoire et les rebelles du F.P.R., bénéficiant vraisemblablement de l'aide de l'armée ougandaise, progressent dans l'est et le sud du pays.

L'exode vers la Tanzanie de centaines de milliers de Hutus fuyant l'avancée des troupes du F.P.R. met à mal leur image de libérateurs, largement propagée par les Belges et les Anglo-Saxons.

Aux Nations-Unies, la France a dû s'opposer à une condamnation partisane des seules exactions commises par les forces gouvernementales. Cependant, nos partenaires au Conseil de Sécurité, soucieux de l'impact sur l'opinion publique mondiale des images d'horreur véhiculées par les médias, souhaitent favoriser une initiative régionale pour imposer la paix.

Mais le F.P.R. qui bénéficie d'un avantage militaire au moins temporaire, a refusé de se rendre à l'invitation du président tanzanien à Arusha pour y rencontrer le gouvernement rwandais intérimaire.

Dans ce contexte, Matignon étudie un plan d'action qui pourrait comporter trois volets :

- une campagne d'information pour rétablir la vérité sur les événements récents et sur l'action passée et présente de la France,
- un appui à une solution négociée parrainée par tous les états de la région et pas seulement les pays anglo-saxons proches du F.P.R.,
- une aide humanitaire appliquée initialement en priorité au nord du Burundi.

Mais le gouvernement est bien conscient de l'inutilité de ces efforts en cas de victoire du clan tutsi qui ruinerait toute chance d'évolution démocratique et de paix durable au Rwanda et au Burundi.

Commentaire personnel :

Si l'idée générale des accords d'Arusha était bonne, la phase Arusha III a donné des avantages exorbitants au FPR, en particulier dans le domaine militaire. Ces avantages étaient et sont inacceptables et injustes pour la majorité hutu. Le Président HABYARIMANA, seul obstacle physique à la prise du pouvoir tutsi a été éliminé, sans doute par des mercenaires belges recrutés par le FPR.

L'ampleur des massacres est considérable et sous prétexte que ce sont seulement des Noirs il n'y a aucune réaction internationale digne de ce nom. La seule solution techniquement viable est une intervention militaire des pays intéressés (France et Belgique ?) limitée dans l'espace et le temps pour permettre la distribution d'une aide humanitaire qui pourrait sur place et forcer les parties prenantes à un accord équilibré.

3. - Burundi.

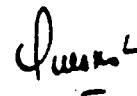
Le Président intérimaire, protégé et conseillé par nos assistants militaires techniques, a fait procéder par l'armée tutsi au désarmement d'une partie des milices extrémistes hutues dans Bujumbura.

L'opération s'est déroulée jusqu'ici sans heurts mais l'ensemble du pays vit dans un état d'extrême tension.

Au nord où on compte plus de 100.000 personnes déplacées, la situation sanitaire est préoccupante. Une aide humanitaire française importante est en cours d'acheminement à Bujumbura par avion militaire à partir de Bangui et Nairobi.

4. - Votre intervention sur la dissuasion.

M.Léotard souhaitera peut-être aborder avec vous ce sujet. Il en aura parlé avec le Premier ministre avant votre entretien.



Général QUESNOT